

dans la mesure où celui de la régularité s'étend et sa nature se modifie, car les décisions qu'il implique ne sont souvent plus l'aboutissement d'un jugement individuel, mais de discussions ayant toute l'apparence de longues négociations diplomatiques.

EXEMPLES EMPRUNTÉS A LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DES CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES ET DES STATUTS DE PERSONNEL.

Essayons de montrer par quelques exemples les conséquences de cette évolution qui a paru s'accélérer au cours des premières années d'après-guerre.

Commençons par *la réglementation des marchés* qui représente la tendance moderne contenue dans des limites raisonnables. On se devait de tenir compte de la complexité croissante des contrats de fournitures et de travaux. On a donc cherché à substituer aux procédures automatiques traditionnelles, des procédures plus libérales assorties d'un contrôle d'experts plus approfondi. À cet effet, on a créé auprès de chaque département ministériel une commission centrale composée de membres du Conseil d'État, de l'inspection des Finances et de la Cour des Comptes qui doit donner son avis sur tous les marchés importants (plus de 100 millions de francs). Puis on a institué quelques groupes de spécialistes qui s'occupent de certaines fournitures (telles que les textiles, les cuirs, la mécanographie) et définissent des « normes ».

Mais jusqu'ici, l'administration des Finances a refusé d'aller plus loin, de multiplier les commissions et en particulier d'adopter un projet séduisant — qui continue à lui être périodiquement suggéré — confiant à une commission départementale le soin de grouper certains marchés publics. Selon cette conception, le pouvoir de décision serait enlevé aux ordonnateurs habituels (préfets, maires, techniciens de chaque ministère) pour être confié à un collège d'experts dirigé par le directeur départemental des Enquêtes économiques.

On ne peut nier que la réglementation des marchés, du fait qu'on a refusé de la doter de ce perfectionnement, comporte de sérieux défauts. Certaines commandes auraient vraisemblablement été obtenues à meilleur prix s'il avait été possible de les grouper ou en tout cas de les faire examiner

attentivement par des spécialistes. Mais, réussissant à maintenir clairement la distinction entre l'opportunité et la régularité, le mécanisme des marchés publics est demeuré souple, rapide et efficace. Ce sont des qualités qu'on ne saurait payer trop cher.

Il suffit pour en être convaincu d'examiner ce qui se passe dans *le domaine immobilier* où, sous l'influence des idées modernes, en faveur de l'urbanisme rationnel, on a institué au lendemain de la guerre une réglementation qui multiplie les interventions d'experts. Lorsqu'un chef de service veut acheter un terrain et construire un immeuble, il est obligé d'abord d'obtenir l'avis du directeur des Domaines (expert en matière de prix) et d'une commission locale (compétente pour dire s'il est opportun de consacrer certains locaux à certains usages) puis, l'avis d'une commission centrale de contrôle qui groupe les spécialistes de l'architecture et de l'urbanisme de six ministères ; cette commission siège à Paris et a pour objet d'essayer d'établir en accord avec le Parlement (lequel y est représenté) une politique immobilière cohérente dans le cadre national. Lorsque le chef de service a obtenu l'accord de cette commission, il doit prier l'administration des Beaux-Arts de désigner un architecte, puis s'entendre avec cet architecte et lui faire établir un projet d'ensemble soumis à une troisième commission, celle des Bâtiments de France (composée d'experts techniques sur la construction). Lorsque le projet d'ensemble a été retenu, l'architecte procède à une étude détaillée qui, une fois de plus, subit le feu de la commission des Bâtiments de France : et si, à ce moment, la direction du Budget (dont nous n'avions pas encore parlé) a jugé opportun de faire ouvrir les crédits, le dossier revient au service local, où les marchés sont préparés. Puis ceux-ci remontent à Paris pour être approuvés par la commission centrale des Marchés, par le contrôleur des dépenses engagées, et enfin par le ministre.

Il faut ajouter que toute cette procédure devient beaucoup plus ardue lorsqu'un incident quelconque se produit, par exemple lorsqu'une des commissions conteste l'avis d'une précédente commission — ce qui oblige à recommencer tout le cycle des formalités.

Dans un tel climat, le chef de service est devenu beaucoup